

# Les types d'accompagnement de compétitivité des opérateurs de la filière du Burkina Faso

Hamed dit Patindéba Patric LEGA<sup>1</sup>

## Résumé

L'objectif de cet article est de savoir *quels peuvent être les mécanismes d'accompagnement à mettre en place pour accroître la performance de l'entrepreneuriat cinématographique et télévisuel dans l'économie du Burkina Faso* ? Pour y arriver, la méthodologie a consisté à une revue documentaire, une collecte, traitement et analyse des données terrains a permis d'obtenir les résultats d'appréciation de la forte contribution de la filière image dans l'économie dont le taux de croissance a chuté à 1,9% en 2020 alors qu'en 2019 il était de 5,7%. Pendant la même période, l'industrie culturelle et créative a apporté une contribution de 4,8% au PIB. Les obstacles majeurs à leur structuration restent l'inadéquation des stratégies de renforcement des capacités et des mécanismes d'appuis techniques et financiers, la faible compétitivité des maillons création et diffusion, la faible attraction de l'environnement national des affaires.

Pour contribuer à l'atteinte de l'objectif, l'identification et la mise en place d'une disposition d'appui technique est proposée. C'est une plateforme multiservices qui va renforcer la compétitivité des entreprises. Sa vision est de « *faire des entreprises de la filière image, des segments dynamiques et efficaces de l'économie burkinabé, contribuant fortement à la réduction de la pauvreté et au développement durable du pays* ».

**Mots clés :** économie, filière image, entrepreneuriat, performance

## Types of supports of operators competitiveness in the Burkina Faso

### Abstract

The objective of this article is to know *what support mechanisms can be put in place to increase the performance of film and television entrepreneurship in the economy of Burkina Faso*. To achieve this, the methodology consisted of a documentary review, a collection, processing and analysis of field data made it possible to obtain the results of appreciation of the strong contribution of the image sector in the economy whose growth rate fell to 1.9% in 2020 while in 2019 it was 5.7%. During the same period, the cultural and creative industry contributed 4.8% to GDP. The major obstacles to their structuring remain the inadequacy of capacity-building strategies and technical and financial support mechanisms, the low competitiveness of the creation and dissemination links, and the low attraction of the national business environment.

To contribute to the resolution of the problem, the identification and implementation of a technical support provision is proposed. It is a multi-service platform that will

---

<sup>1</sup> Docteur en Culture et Développement, Institut Régional d'Enseignement Supérieur et de Recherche en Développement Culturel /Lomé-TOGO, [amsolega@yahoo.fr](mailto:amsolega@yahoo.fr).

strengthen the performance and competitiveness of companies. Its vision is to *"make companies in the image sector, dynamic and efficient segments of the Burkinabe economy, contributing strongly to the reduction of poverty among the populations and the sustainable development of the country"*.

**Keywords:** economy, image sector, entrepreneurship, performance

## Introduction

Selon les statistiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et de la Conférence des Nations Unies pour le Développement du Commerce (CNUCED), les secteurs d'activité culturels sont l'un des secteurs les plus dynamiques de l'économie mondiale en ce sens qu'ils contribuent au Produit national Brut (PNB) mondial à hauteur de 7% et de 3,5% dans les pays en développement. (UNESCO et CNUCED, 2019, p.15). En effet, le poids économique direct de ces secteurs est de 2,02% au Burkina Faso en 2009. (MCT, 2012, p. 31). Au niveau de l'emploi, d'après l'étude d'impact socio-économique de la culture au BF, le nombre total de postes de travail dans les secteurs de la culture était de 164 592 personnes employées dans le secteur culturel burkinabè, soit 1,78% des actifs occupés en 2009. (MCT, 2012, p. 32).

Pour mieux développer les secteurs de la culture, le Burkina Faso a adopté sa Stratégie nationale de la culture et du tourisme (SNCT) pour la période 2018-2027. Six (06) domaines ou filières culturels au Burkina Faso y sont définis, dont la filière cinéma et audiovisuelle qui occupe la deuxième place après celle de l'art de la scène en termes de contribution au PIB et à la création d'emplois. En se référant au rapport sur les impacts du secteur de la culture au Burkina Faso de 2011, il apparaît que la filière « Art du cinéma, de l'audiovisuel et du numérique » contribue à hauteur de 14% de l'apport du secteur de la Culture au PIB (estimé dans le même rapport à 2.02% soit 79 677 millions FCFA) et occupe la deuxième place en terme d'importance, après la filière «Art plastique, appliqué et artisanat d'art » (29%) et avant celle de la « musique enregistrée » (12%). (MCT-UNESCO, 2012, p. 56). En droit d'auteur, les revenus de la production de l'année 2016 s'élèvent à 77.746.969 FCFA. (BBDA, 2019, p.35). L'hypothèse émise est : le mécanisme d'appui technique au profit des opérateurs et de la filière image renforce leurs contributions au développement économique et social du Burkina Faso

Des études nationales (Etude nationale prospective Burkina 2025, Stratégie de croissance accélérée et de développement durable 2010-2015, Politique sectorielle Culture, Tourisme, Sport et loisir 2018-2027, Stratégie nationale d'industrialisation 2019-2023) et sectorielles (Stratégie nationale de la culture et du tourisme 2018-2027, programme d'appui aux industries créatives et à la gouvernance de la culture (PAIC-GC) 2019-2023) s'accordent pour reconnaître que la filière dispose de potentialités. Par ricochet, sa contribution peut être plus consistante si elle est appuyée par des stratégies dirigistes et adaptées.

Tenant compte de l'organisation de la chaîne de production dans la filière cinéma et audiovisuelle qui implique plusieurs catégories d'acteurs et consomme beaucoup de ressources, des résultats développementaux et stratégiques lui sont assignés. Plusieurs stratégies sous sectorielles (stratégie nationale de développement des industries culturelles et créatives (SND-ICC) 2019-2023, plan de développement du cinéma et de l'audiovisuel (PDCA) 2019-2023) ont été conçues dans le but de mieux organiser la filière en vue de l'atteinte des résultats escomptés. Malgré la formulation et la mise en œuvre de ces stratégies, la compétitivité et la performance de la filière restent insatisfaisante en raison de sa faible structuration et professionnalisation des acteurs. (MCAT, 2017, p. 53). En fait, le Plan national de développement économique et social (PNDES) 2015-2020 escomptait une contribution de 5% au PIB en 2020, dont 2,6% de la filière image. (MCAT, 2020, p. 27) D'après ce rapport, la filière image burkinabè souffre d'une inadéquation de son dispositif d'appui technique et de son mécanisme de financement du processus de production.

Dans le même ordre d'idées, les auteurs, comme F. Benhamou (2017), B.e Miège (2000), A-J. Tudesq (1983), G. Wedell (1996), O. Barlet (2006), T. Tiendrebéogo (2007), Francisco D'almeida et M. L. Alleman (2010) qui se sont penchés le rôle et la place de la filière image, centre d'intérêt de cet article, démontrent l'importance de la culture dans l'économie et justifient le niveau des investissements publics dans ce secteur qui a pris le pas sur d'autres secteurs industriels classiques comme la chimie ou le textile, par exemple dans l'Union européenne. Ces auteurs font savoir le rôle déterminant que doivent jouer les secteurs d'activités culturelles dans les stratégies de croissance autoentretenu au sein d'un pays et abordent aussi des différentes possibilités d'industrialisation de l'économie culturelle. (F. Mairesse et F. Rochelandet, 2015, p. 195)

Aussi, les médias véhiculent la culture en plus des informations nouvelles, informations de connaissances, loisirs et publicités. (C. Pachecus, 2018, p. 108). L'auteur montre qu'il est l'impératif de mettre en place des mécanismes appropriés pour structurer efficacement les industries de l'image eu égard à leur rôle moteur dans le développement économique et social des pays. Il soutient que le maillon portant sur la diffusion est le pan le plus important à structurer prioritairement afin d'avoir une industrialisation réussie de la filière de l'image.

Ainsi, il faut reconnaître que l'industrie cinématographique a été développée de manière disparate au niveau des pays africains. Les politiques appliquées par les divers pays ont mis l'accent sur certains maillons de la chaîne de production au détriment d'autres. En Afrique du Sud les piliers de développement de la filière étaient la production, la distribution et dans une moindre mesure l'encadrement institutionnel. (S. Lelièvre, 2011, p. 69). Par contre au Sénégal, la dynamique a été accordée à la création et au développement des potentialités créatives qui sont en fait le nœud gordien du modèle économique du développement de la filière image. (J-F. Werner, 2011, p. 102).

Somme toute faite, retenons que le développement harmonieux de l'industrie du cinéma et de la télévision doit se faire dans un cadre général de maîtrise de tout le processus de la chaîne de valeur. Ce faisant, la vision poursuivie par T. Tiendrebéogo (2007, p. 19) est qu'« il est plus que urgent que l'Afrique contribue fortement à la promotion de la diversité des expressions culturelles, au processus de la mondialisation avec une judicieuse entrée via la filière image qui s'appuie sur des potentialités créatives ».

De tous effets, les stratégies dirigistes et des mécanismes d'accompagnement protectionnistes doivent soutenir la filière afin d'accroître sa contribution au développement économique et social en réalisant des résultats durables. Pourtant pour réaliser ces résultats, il est indéniable de lever les goulots d'étranglement et aplanir les obstacles qui se présentent à la filière. Ainsi, quels doivent être les leviers à actionner pour améliorer la performance de la filière image burkinabè et accroître la compétitivité de ses produits ? En fait, les écrits, de R. Bonnell (2006) : *La vingt-cinquième image : Une économie de l'audiovisuel* ; J. Farchy (2010) : *Et pourtant ils tournent... : économie du cinéma à l'heure du numérique* ; C. Forest (2011) : « *L'industrie du cinéma en Afrique* » ; F. Coulon : « *Une histoire du cinéma camerounais : Cheminement vers l'indépendance de la production* »

consultés dans le domaine thématique du présent article fait noter trois leviers importants et prioritaires pour le développement de la filière à savoir : premièrement le renforcement du cadre institutionnel et règlementaire pour prendre en compte les mutations de l'environnement des TIC ; deuxièmement l'adaptation d'un système de financement intégrant les spécificités de la filière (longue durée des crédits, taux préférentiels) et troisièmement la mise en place d'un dispositif d'appui technique prenant en compte la maîtrise des outils et des politiques commerciales, des formations ciblées sur les exigences de la filière.

L'objectif poursuivi est d'identifier des mesures et actions pour renforcer le rôle et la place de l'entrepreneuriat de la filière image dans le processus de structuration et de performance des secteurs économiques du Burkina Faso. L'hypothèse émise est : le mécanisme d'appui technique au profit des opérateurs et de la filière image renforce leurs contributions au développement économique et social du Burkina Faso. Pour atteindre l'objectif de la présente étude, une méthodologie a été adaptée suivant la spécificité des secteurs d'activités culturels et des exigences de la filière image. Il s'agit :

- 1- une collecte de données primaires à base d'une enquête d'opinion et d'un entretien semi dirigé, de données secondaires à partir d'une grille de lecture ;
- 2- une analyse statistique des données traitées aux moyens des outils Excel et Stata. Les résultats ont été par la suite présentées suivant certaines variables clés de l'étude afin d'être confrontés à l'hypothèse de recherche.

Ainsi, un échantillon de cinquante-cinq (55) personnes et entreprises sur une population totale de cent soixante-cinq (165) répondants a été constitué. La collecte s'est déroulée de janvier 2019 à juillet 2020 sur l'étendue du territoire national. Elle a concerné trente (30) acteurs de la filière image, dix (10) entrepreneurs hors secteur de la culture ainsi que des acteurs du climat des affaires burkinabè, dix (10) personnes de l'administration publique culturelle et de partenaires techniques et financiers, cinq (05) entrepreneurs des autres filières culturelles. La stratification ainsi constituée permet d'obtenir un niveau de confiance de l'échantillon de 95% et une marge d'erreur de 5%.

La suite de l'article, en plus de l'introduction et de la conclusion, s'articule autour de trois (03) sections La première section, présente le

panorama de la filière image au BF qui traite des définitions et de l'historique, de la situation de la filière au niveau mondial et africain et de l'état des lieux au BF. La deuxième section présente l'analyse et l'interprétation des données collectées sur le terrain. La troisième section propose un mécanisme de structuration et d'appui-conseil de la filière image au BF.

## **I. Panorama de la filière image au Burkina Faso**

D'après la loi n°047-2004/AN du 25 novembre 2004 portant loi d'orientation du cinéma et de l'audiovisuel, on entend par cinéma et audiovisuel, l'ensemble des procédés et procédures concourant à la production, à la distribution, à l'exploitation et à la diffusion d'une œuvre cinématographique et vidéographique. L'industrie ici peut se décomposer en différentes filières selon le produit central. Il existe donc une filière cinéma dont le produit final se présente sous deux formes : un film, une vidéocassette (ou un DVD) ; une filière télévision dont le produit final est une émission, une série d'émissions ou un téléfilm. (C. Forest, 2011, p. 66)

Historiquement, la filière image est marquée par une imprimerie (1950) soumise aux évolutions technologiques qui a constitué un levier pour l'audiovisuel et le multimédia dans les années 1980 en Europe et dans les Outre mers. Ces avancées ont beaucoup influencé l'industrialisation des pays d'Europe et d'Amérique en dynamisant les secteurs stratégiques de développement comme la formation, l'agro-alimentaire, les transports et BTP. Etant donné que les branches du cinéma et de la télévision utilisent des méthodes et des outils de standardisation, de reproduction et de diffusion massive, les technologies de l'information et de la communication influencent fortement leurs organisations. Ainsi, depuis 2010, elle est fortement assujettie au numérique qui a facilité la consommation massive et la diversification des productions des biens et services tous genres confondus. En somme, l'activité audiovisuelle continue donc depuis les années 1990, dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne à se résumer au secteur de la diffusion, même si la part de marché des télévisions publiques qui conservent généralement un quasi-monopole de la diffusion hertzienne tend constamment à se réduire au profit des chaînes diffusées par satellite. Cette tendance est en train d'être renversée depuis 2010 avec l'avènement des chaînes privées et les bouquets satellitaires des télévisions étrangères.

Au Burkina Faso, le cinéma et la télévision se distinguent, plus que d'autres secteurs d'activité culturels burkinabè, par un mouvement d'internationalisation et d'intégration de paysages autrefois principalement nationaux seulement. Ce mouvement est porté à partir de 2000 par l'évolution fulgurante des technologies surtout les techniques numériques dont l'usage par la télévision impacte les maillons de la chaîne de valeur. (T. Tiendrebéogo, 2007, p. 19)

Le dynamisme et la diversité de cette filière, la création de richesses, d'emplois et des effets induits sur les autres secteurs de développement, impliquent des potentialités extraordinaires pour ses acteurs très déterminés, mais aussi elle a d'importants défis à relever afin d'accroître les retombées de celle-ci. En effet, au BF, le développement des filières culturelles est imprimé par l'engagement sans précédent de son secteur privé. Cela a permis la floraison de plusieurs festivités d'envergure internationale (FESPACO, NAK, SNC, SIAO, festival des masques, FILO<sup>2</sup>, jazz à Ouaga). (MCT, 2012, p. 51).

Avant l'avènement du numérique, les opérateurs habituels étaient les scénaristes, les réalisateurs, les metteurs en scène, les diffuseurs et/ou exploitants de salles de cinéma. Leurs méthodes et outils de travail étaient de l'analogie et donc ne facilitaient pas une production massive et une diversification de ces productions. (OIF, 2011, p. 112).

En fait, dans le champ général de la filière, il y'a de nouveaux opérateurs, intra et inter sectoriel, qui apparaissent au niveau international, tant dans les métiers traditionnels du cinéma (production, distribution, diffusion) qu'en tant que nouveaux intervenants, comme les plateformes d'échange, des marchés virtuels, des laboratoires à projets structurants, des plateformes de mise en réseau et d'accompagnement des talents, des nouvelles structures proposant des financements plus ou moins adaptés aux réalités des pays en développement, etc. Cet état des faits constaté surtout au niveau des pays développés, vient rendre d'avantage complexe la tâche des acteurs burkinabè en particulier, et des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest africaine (UEMOA) en général, qui avaient de la peine à maîtriser les dispositifs nationaux de leur filière en perpétuelle mutation.

Ce faisant, Au niveau de la consommation d'images, une partie significative de celle-ci passe désormais par des nouveaux canaux de distribution ; ce qui peut profiter à des productions de niches qui sont diffusées/consommées désormais à la demande et de façon individuelle

---

<sup>2</sup> FESPACO : Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou, NAK : Nuit atypique de Koudougou, SNC : Semaine nationale de la culture, SIAO : Salon international de l'artisanat de Ouagadougou, FILO : Foire internationale du livre de Ouagadougou.

(écrans individualisés, plages horaires choisies). Ce qui vient compléter et redynamiser certains créneaux de consommation malgré le fait que les canaux de diffusion traditionnels ne sont pas pour autant dépassés. Aussi, la multiplication de chaînes de télévision (TV) à tous les niveaux et toutes catégories confondues est un appel de promotion et de développement pour des programmes télévisuels de tous genres. (MCAT/DUE, 2020, p. 85)

Au cours de la dernière décennie (2010), après le son et la musique, les technologies numériques se sont emparées du domaine des images fixes et animées et ont imposé de ce fait, un système de codage unique à tout type d'information et éléments de communication avec le public. (C. Forest, 2011, p. 54). Cela se traduit par la diversification des plateformes de diffusion de l'information (internet, chaînes TV), l'amélioration de la qualité de l'image avec le passage à la haute définition (35 mn et numérique), l'essor des services audiovisuels à la demande (VOD (vidéo à la demande), Pay-TV)), et l'évolution des modes de consommation des contenus (deuxième écran, VOD, DVD, Pay-TV) ont eu pour conséquences contribuer à une transformation radicale et profonde du paysage de la filière image burkinabè. (Centre cinématographique marocain, 2016, p. 29). De ce fait, des modèles économiques viables et adaptés pour leurs activités respectives doivent être impérativement trouvés par les opérateurs des contenus. (J. Farchy, 2010, p. 78)

Au Burkina Faso, l'évolution numérique se manifeste plus particulièrement dans les possibilités de production offertes par les différentes technologies, surtout celle digitale à un coût relativement abordable pour de nombreux opérateurs. (Passage de l'analogie au 35 mn). En fait, la reproduction de l'art a connu trois (03) phases essentiellement :

- la reproduction humaine : il s'agit de la reproduction manuelle de l'art avec utilisation de l'être humain comme moyen de production par excellence. Les possibilités de production en série étaient limitées ;
- la reproduction analogique : introduction d'outils surtout des machines pour la production des produits de l'art. c'est le début de massification des produits artistiques et culturels ;
- la reproduction numérique : c'est l'étape de la mécanisation par excellence. Les outils et les techniques utilisées sont de

hautes définitions qui facilitent la production en quantité et en qualité des biens et services culturels. Dans le domaine de la filière image, on note essentiellement l'avènement du 35mm et l'introduction d'autres modes de consommation (DVD, IP-TV, VOD, deuxième écran).

Ce faisant, au niveau de la diffusion, le secteur cinématographique et télévisuel du pays n'a pas encore parfaitement intégré les opportunités, possibilités et exigences concurrentielles qu'offrent et imposent les nouvelles technologies. Le risque de cette situation actuelle de la filière est qu'elle subit une nouvelle fois, comme de nombreuses autres filières ou secteurs, les évolutions venant d'ailleurs en s'adaptant « sur le tas » à ces nouvelles réalités, pourtant inexorables. C'est ce qui pose le défi majeur des compétences humaines capables de maîtriser ces (r)évolutions technologiques, condition sine qua non pour adapter la filière de l'image à ces nouvelles réalités. L'avenir de la filière au Burkina Faso en dépend fortement !

En outre, la démultiplication des possibilités et la diminution des différents coûts de production de toutes formes d'images animées, programmes et films au niveau international induites par l'ouverture des vannes, pour les acteurs locaux, à une très abondante nouvelle dynamique de production semi-professionnelle et professionnelle. Cela se traduit par une amélioration de la qualité des productions et surtout du niveau de production annuelle des biens et services de la filière. Le nombre de films produits au Burkina Faso, de 1991 à 2019, est d'environ 710 films, soit une moyenne de 20 films par an. (DGCA, 2020, p. 40)

D'une manière générale, on note que le cinéma vit un ajustement permanent de son modèle de production et de consommation, qui est globalement plus dynamique que jamais en termes de volume de production, de compétences et talents disponibles, ainsi que de possibilités de développement de projets structurants.

Cela malgré la diminution relative des financements globaux disponibles qui imposent donc une rationalisation budgétaire des modalités de production et une concurrence exacerbée entre opérateurs.

Par ailleurs, le Burkina Faso suit, avec retard, les tendances globales, modifiées néanmoins par les difficultés propres au pays, voire au continent. La production de films, programmes et images en Afrique se démocratise et ne répond plus aux seuls canons traditionnels de

production, ce qui explique la faiblesse de son taux de consommation qui est estimé à 48%. (MCAT, 2018, p. 63).

De nouveaux talents apparaissent, mais restent en deçà de leur potentiel créatif et industriel, en raison des moyens limités disponibles (techniques, technologiques et financiers). (R. Bonnell, 2006, p. 342). Fort de cela, une priorité doit être accordée à la recherche de solutions idoines pour renforcer la productivité de la filière et rendre performants les opérateurs investis dans les différentes fonctions. Cette situation interpelle sur la réaction des différents maillons de la chaîne de valeur du cinéma et de l'audiovisuel de la filière. De tous effets, un arrimage doit être fait entre la production et les canaux de diffusion surtout ceux dirigés vers le consommateur final, car c'est à partir de lui que toute la chaîne se finance et se dynamise. (A. J-B. Boni, 2017, p. 391). C'est le prix payé par le cinéphile ou le consommateur qui est redistribué sur toute la chaîne de valeur de la filière.

## **II. Synthèse et interprétation des données de l'enquête terrain**

Dans le but de rendre compte du rôle et de la place de l'appui technique dans la structuration et la compétitivité de la filière image et de ses acteurs, la méthodologie utilisée part de la collecte de données sur les sujets d'intérêt de l'étude, de l'analyse et de la présentation des résultats obtenus.

### **2.1. Technique de collecte et de traitement des données de l'étude**

Les données primaires ont été obtenues avec une population cible dont un échantillon de cinquante-cinq (55) personnes et entreprises sur une population totale de cent soixante-cinq (165) répondants a été constitué et qui satisfait à plus de 75% des critères d'étude (identification de l'acteur, statut, poste et/ou fonction occupée, connaissance de l'économie burkinabè, des politiques de développement structurel, des questions d'entrepreneuriat, d'industrialisation du secteur culturel, de la filière image au Burkina Faso). La population mère est obtenue à partir de la liste des entreprises constituées au niveau de la chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso et à partir des annuaires statistiques du Ministère en charge de la culture et de la communication. La collecte s'est déroulée de janvier 2019 à juillet 2020 sur l'étendue du territoire national. Elle a concerné trente (30) acteurs de la filière image, dix (10) entrepreneurs hors secteur de la culture ainsi que des acteurs du climat des affaires burkinabè, dix (10) personnes de l'administration publique culturelle et de partenaires techniques et financiers, cinq (05) entrepreneurs des autres filières culturelles. Un

questionnaire et un guide d'entretien sont les outils utilisés pour collecter les données. La stratification ainsi constituée permet d'obtenir un niveau de confiance de l'échantillon de 95% et une marge d'erreur de 5%.

A l'issue de la collecte, 46 questionnaires renseignés ont été réceptionnés, soit, 83,63 %. Les données collectées ont par la suite été saisies dans une base de données Excel conçue au préalable. Après leur saisie, elles ont été traitées avec Excel et Stata puis analysées et présentées suivant certaines variables clés de l'étude. Ces variables sont : les difficultés de la filière image, niveau de structuration de la filière, le niveau de professionnalisation des acteurs de la filière, les types d'accompagnement de la filière image. Les résultats ainsi obtenus à l'issue de la collecte des données sont donc confrontés à l'hypothèses afin de la confirmer ou l'infirmer.

Nous confirmons donc les postulats énoncés qui s'accordent pour dire que les acteurs cinématographiques et télévisuels bien appuyée techniquement renforce la compétitivité de la filière et partant augmente sa contribution à l'économie nationale. Ainsi, il sera analysé dans cette section, de manière générale la perception des opérateurs du climat des affaires burkinabè, celle du secteur des activités culturelles ainsi que celle des acteurs de la filière image burkinabè, de manière spécifique. Les questions des fiches d'enquête visaient à capter l'information sur les aspects suivants :

- l'organisation/structuration du secteur de la culture, de la filière image ;
- le rôle et la place du secteur culturel et de la filière image ;
- la contribution de la filière image au développement économique et social ;
- les principales contraintes de développement et de structuration de la filière ;
- les besoins des acteurs et de la filière image ;
- les stratégies de développement de la filière image.

## **2.2. Analyse et présentation des résultats**

Le traitement des données collectées permet de disposer des agrégations sur (i) rôle et place de la filière image dans le processus d'industrialisation, (ii) défis à relever pour une compétitivité de la filière image, (iii) types d'accompagnement sollicités.

### 2.2.1. Rôle et place de la filière image dans le processus d'industrialisation

Cet indicateur donne une idée de la perception des enquêtés sur le rôle que la filière image est appelé à jouer dans le processus d'industrialisation et du développement économique et social. Le tableau I donne la répartition de l'opinion des enquêtés.

**Tableau I :** Rôle et place de la filière image dans le processus d'industrialisation du Burkina Faso

Réponses		Effectifs	Pourcentage	Pourcentage valide	Pourcentage cumulé
Valide	Oui	32	69,6	94,1	94,1
	Non	2	4,3	5,9	100,0
	Total	34	73,9	100,0	
Manquante	Système manquant	12	26,1		
<b>Total</b>		<b>46</b>	<b>100,0</b>		

**Source :** Auteur, Données de l'enquête terrain, 2020

Au Burkina Faso, le secteur culturel a été structuré autour de cinq (05) filières cela en tenant compte des avantages comparatifs et de l'orientation nationale en matière de structuration et d'organisation des secteurs porteurs pour l'économie.

La présente étude s'est proposée de travailler sur la filière image composée des branches cinéma et télévision. L'objectif est d'apprécier la contribution de cette filière à la dynamisation du processus d'industrialisation du Burkina Faso. Tenant compte du maillage de la filière, de son rôle transversal dans tous les secteurs moteurs et des dispositifs de développement, de ses effets multiplicateurs ainsi que de sa capacité de jouer un rôle locomoteur, qu'on estime qu'une meilleure organisation de cette filière peut contribuer résolument à la transformation structurelle de l'économie burkinabè. Les enquêtes confirment cette position à 94,1% réponses (confère tableau I).

Ces réponses de l'enquête appuyées par la revue documentaire faite dans le cadre de cette étude confirment l'hypothèse en ce sens que le mécanisme d'appui technique au profit des opérateurs et de la filière image renforce leurs contributions au développement économique et social du Burkina Faso.

### 2.2.2. Défis à relever pour une compétitivité de la filière image

Le tableau II fait ressortir les défis à surmonter, selon les enquêtés, par la filière image pour occuper sa place de choix dans le développement et la structuration de l'économie burkinabè.

**Tableau II** : Défis pour compétitivité de la filière image

Défis majeurs	Effectifs	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Informer et sensibiliser/communication	6	19,35	19,35
Contribuer à accroître la qualité des productions / promotion des œuvres	5	16,13	35,48
Contribuer à résoudre les problèmes de structuration et de formations	3	9,68	45,16
Renforcer la collaboration et la communication entre les acteurs	1	3,23	48,39
Améliorer la bonne gouvernance dans la filière	2	6,45	54,84
Faciliter l'accès aux marchés étrangers	3	9,68	64,52
Etre accepté et adopté par les acteurs privés et l'administration culturelle	5	16,13	80,65
Autres	6	19,35	100
<b>TOTAL</b>	<b>31</b>	<b>100</b>	

**Source** : Auteur, Données de l'enquête terrain, 2020

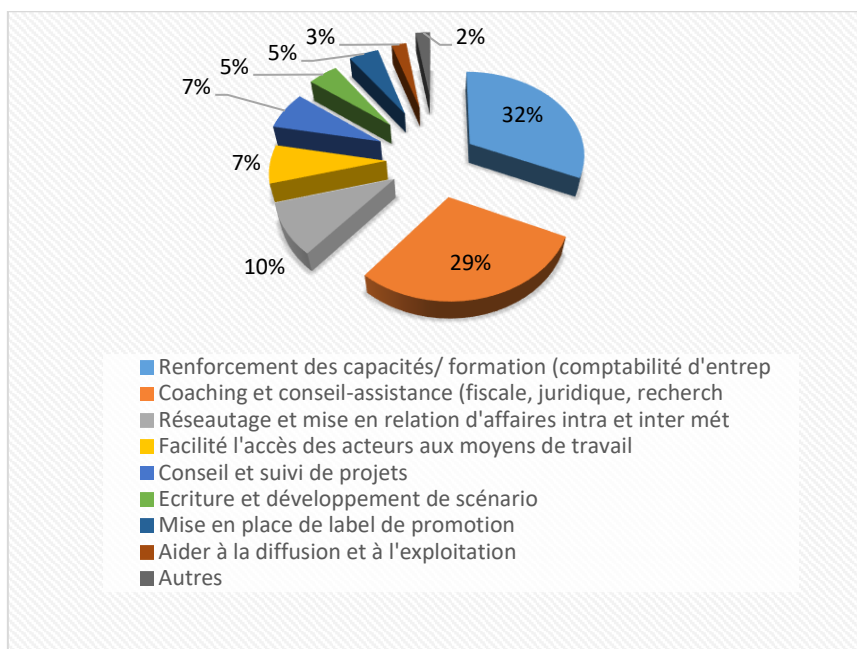
De ce qui précède, une interrogation est à poser notamment sur les défis majeurs à relever si toutefois le pays escompte une compétitivité avérée de sa filière image. De manière spécifique pour la filière image, l'analyse du tableau II permet de retenir cinq (05) les attentes majeures. La première est la mise en place d'un dispositif spécifique d'appui financier pour la filière ; la deuxième porte sur le développement d'une stratégie de renforcement des capacités productives des acteurs de la production et de la diffusion des produits de la filière ; la troisième a trait à la création de réseau dynamique et l'encouragement de la mise en relation entre les producteurs cinéma et les acteurs de diffusion de contenus culturels ; la quatrième est en lien avec l'amélioration de la gouvernance de la filière ainsi que l'implication accrue du secteur privé dans la formulation, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies de développement et d'industrialisation de la filière et la cinquième sur la redéfinition du business model et le développement de l'intelligence économique dans la filière.

C'est à ces conditions et beaucoup plus à elles, que la filière image peut être compétitive, structurée et contribuera efficacement à l'économie burkinabé. Cet avis est partagé par 71,4% des enquêtés (confère tableau 2), qui estiment que les entreprises de la filière image, tel que les choses se présentent dans l'environnement économique burkinabé, n'atteignent pas leurs objectifs.

### 2.2.3. Types d'accompagnement sollicités

En vue de renforcer la compétitivité des acteurs et la structuration de la filière image, un assistantat technique est nécessaire et doit être organisé en fonction des cibles. Ainsi, la figure 1 fait une présentation des appuis sollicités par les acteurs lors des entretiens.

**Figure 1 :** Types d'accompagnement sollicité par les opérateurs de la filière image



**Source :** Auteur, Données de l'enquête terrain, 2020

Dans la perspective de venir à bout des attentes des acteurs de la filière image, certaines questions visaient à diagnostiquer le type d'appuis nécessaires pour le plein épanouissement des opérateurs de cette filière. Il s'agit de : la création et l'opérationnalisation d'un dispositif de renforcement des capacités/formation spécifique à la filière : modules sur comptabilité d'entreprise, commerce internationale, management d'entreprise, modélisation économique, écriture de scénarii, etc. D'après les données, il est nécessaire de poursuivre le renforcement des capacités des acteurs à tous les niveaux en vue de l'émergence d'une

filière dynamique, notamment en encourageant la créativité, l'innovation et l'esprit d'entreprise, en favorisant le développement d'unités fortes de production pour une croissance économique soutenue, inclusive et équitable. En fait, les acteurs de la filière, en générale, n'ont pas fréquenté les grandes écoles de commerce. Aussi, ces derniers investissent peu dans le renforcement des capacités de leurs ressources humaines. (H dit P.P LEGA, 2013, p. 61). De plus, l'enquête réalisée montre que 32% des acteurs demande un renforcement continu de capacités afin de s'adapter aux défis de l'évolution de l'environnement de la filière.

❖ La mise en place d'un mécanisme de coaching et conseil-assistance : 30% des enquêtés demande de l'assistance en fiscalité, en procédés juridiques, en négociation et recherche de financement, en montage de business plan, en exploitation de plan d'exportation, en montage de projet bancable, etc. Les diagnostics posés par l'étude montrent que le principal obstacle de la structuration des filières culturelles est l'inadéquation des dispositifs d'appuis techniques. En fait, le cycle de développement des différentes catégories de biens et services culturels requière des dispositifs spécifiques souvent désagrégés à un maillon de la chaîne de valeur du produit concerné. Hors d'après ces données, il y'a une tentative d'uniformisation des processus des filières culturelles. C'est sans doute, une des raisons du faible niveau de développement des entreprises culturelles car elles tentent de transposer les stratégies, même si souvent, elles veulent exploiter des stratégies d'autres secteurs de production de l'économie.

❖ La création de réseautages et mise en relation d'affaires intra et inter filière image. L'environnement économique mondial oblige les opérateurs économiques à se mettre en relation d'affaires. Cela se comprends par le fait, qu'il faut une spécialisation à chaque étape du processus et donc beaucoup de ressources à réunir au cas où une entreprise veut concentrer toutes les étapes en son sein et nourrir l'ambition de produire des produits compétitifs. Vue le retard pris dans la considération des filières culturelles dans les stratégies de développement national, et considérant l'évolution fulgurante des branches d'activités, les acteurs de la filière n'ont d'autres choix que de se mettre ensemble, s'ils veulent vraiment émerger et maîtriser leur marché national. C'est pourquoi, l'enquête réalisée permet de recommander des liaisons d'affaires (10% des enquêtés) tant à

l'intérieur de la filière ou du secteur culturel mais aussi et surtout avec d'autres acteurs du reste du climat des affaires.

Ces expressions des acteurs convergent vers les résultats escomptés de la filière image. En effet, la compétitivité des entreprises de la filière se fonde sur la maîtrise de leurs environnements ainsi que le contrôle du processus de production dont une spécialisation doit être réalisée sur tous les maillons de la chaîne de valeur. De tout effet, il est indéniable que la délivrance de ces accompagnements doit se faire en synergie. Le paysage culturel a besoin d'évoluer en réseau des acteurs afin de fédérer les ressources pour mieux rendre rentables leurs projets.

En fait, tous les pays d'Afrique de l'Ouest, essentiellement francophone, disposent pour leurs secteurs de logique de soutiens de l'ancienne métropole, avec des résultats sur lesquels il est possible de fortement s'interroger, mais il demeure une zone de large flou et d'imprécision (A. J. Tudesq, 1983, p. 134).

Ces trois (03) blocs d'actions structurantes à développer au profit des acteurs et de la filière image peuvent varier d'un pays à l'autre ou d'une région à l'autre en tenant compte de l'organisation des acteurs, du niveau de structuration des autres acteurs économiques et aussi de l'intérêt des pouvoirs publics pour la filière. De tous effets, il faut se convaincre de la nécessité de repenser les stratégies sectorielles, surtout celles nationales pour intégrer certains secteurs prioritaires et capables de jouer un rôle locomoteur sur les autres secteurs de développement.

L'amélioration du climat des affaires au niveau national peut jouer un effet rétroactif sur certains secteurs, surtout ceux transversaux comme le secteur culturel, et mieux, la filière image qui contribue fortement à protéger, promouvoir et gérer durablement les patrimoines sous toutes ces formes. Cela est d'autant vrai parce que les patrimoines matériels et immatériels sont des sources de savoirs, facteurs de croissance économique et vecteur de dialogue et de réconciliation, de coopération et de compréhension commune, en tenant compte de son rôle dans la promotion du développement durable.

### **III. Proposition de mécanismes d'appui technique à la filière image**

L'analyse des données collectées, a abouti à quatre (04) principales conclusions dont la première est la faible considération du pendant économique de la filière image dans le processus de développement ; la deuxième porte sur la faible stratification des entreprises de la filière,

ce qui ne leur permet pas de maîtriser les charges de production ; la troisième est relative à la dynamisation du partenariat intra filière et inter filière en vue d'accroître la compétitivité des entreprises et leur visibilité est la quatrième est l'insuffisance et faible adaptation du dispositif d'appuis techniques. Ainsi, cette section donne des pistes de réflexion en termes d'organisation plus efficace autour de domaines d'intervention de l'entrepreneuriat culturel en général, et de la filière image au Burkina Faso spécifiquement. Ces pistes visent à renforcer la compétitivité des entreprises culturelles et accroître ainsi leur contribution au processus d'industrialisation et de transformation structurelle de l'économie burkinabè. Au regard de ces conclusions, des propositions de mécanismes peuvent être formulées afin de promouvoir l'émergence d'une vision économique de la culture, le développement des entreprises culturelles intégrées ; d'initier des projets et des partenariats dédiés à l'entrepreneuriat culturel ; de développer des services spécifiques au profit de l'acteur ; d'améliorer la performance des entreprises culturelles.

***a- Promouvoir l'émergence d'une vision économique de la culture, le développement des entreprises culturelles intégrées***

Plusieurs études réalisées au Burkina Faso de manière générale et particulièrement dans le secteur culture s'accordent à dire que la vision économique de la culture qui doit passer par la performance des entreprises culturelles est à construire solidement et surtout à la rendre transversale. Ainsi, des actions fortes de sensibilisation sur l'esprit d'entreprise dans la filière est une priorité absolue des politiques publiques burkinabè. Pour accompagner cela, des études thématiques et/ou comparatives sont à réaliser afin de montrer la nécessité pour les unités de production culturelle de se formaliser pour les besoins de prise de dispositifs adéquats d'appui technique. Les avantages et inconvénients dus aux différents statuts juridiques sont à inscrire dans les thèmes de communication avec les potentiels porteurs de projets d'entreprises culturelles. Il serait judicieux par exemple que les entrepreneurs de la filière image se constituent en société à responsabilité limitée (SARL) au regard de capacité de locomotion sur les autres filières culturelles ou secteurs de l'économie nationale et aussi en tenant compte de la diversité des acteurs à impliquer dans le processus d'industrialisation de la production des biens et services cinématographiques et télévisuels. (F. Coulon, 2011, p. 47). Une synergie d'actions et une mutualisation des efforts dans le processus de production permettraient de réduire le risque « industriel » et surtout

maitriser les coûts de production par le biais du partage de responsabilités et de spécialisation des acteurs. Les opérateurs de la filière seront ainsi des bras armés des pouvoirs publics et ils seront des acteurs de conception, de mise en œuvre et de suivi-évaluation des mesures stratégiques de développement. Dans cette dynamique, les acteurs de la filière image auront l'avantage d'être de véritables agents économiques à même d'élaborer et de mettre en œuvre des projets structurants et d'envergure régionale.

### ***b- Initier des projets et des partenariats dédiés à l'entrepreneuriat culturel***

Dans le but de remettre chaque chose à la bonne place, des cadres de dialogue de tous les acteurs impliqués (gouvernement, acteurs privés, société civile, partenaires technique et financier, représentants de la ligue des consommateurs, etc.) sont à créer au niveau national et régional et à tous les niveaux. L'animation de ces cadres doit être périodique et régulière sur des thématiques d'intérêt sectoriel, voire national. Ces cadres permettront la responsabilisation de chaque catégorie d'acteurs dans le processus de mise à disposition des biens et services culturels. Des contrats d'objectifs et/ou résultats développementaux sont nécessaires pour apprécier le rôle de chacun et éviter que par exemple les pouvoirs publics ne continuent de jouer le rôle plus ou moins fort et parfois même contradictoire dans le processus d'industrialisation de la filière. Dans certaines situations, l'acteur public se trouve être un opérateur direct et un régulateur des insuffisances de l'environnement au moins partiellement. L'animation régulière des cadres de concertation peut être une palliative aux insuffisances de l'environnement.

En additif, l'entrepreneur culturel eu égard son rôle et sa place dans la construction d'un Burkina Faso de démocratie, d'union, de progrès économique et social, de liberté et de justice, peut être célébré par divers façons ou formes. Ainsi, des éditions annuelles ou des célébrations régionales peuvent être consacrées à l'entrepreneur culturel comme des Journées de l'Entrepreneur culturel burkinabè (JECB). A défaut on peut créer différents prix spécifiques pour l'entrepreneuriat.

Le partenariat des acteurs culturels ainsi que leur place dans l'échiquier national peuvent se renforcer et atteindre le niveau de mériter la dédicace d'années à l'entrepreneur culturel burkinabé. Ce canal favorisera la formation des réseaux intra et extra filière. Les acteurs bénéficieront dans cette veine de mutualisation de ressources et

profiteront d'opportunités diffuses. Fort de cela, on peut dire sans risque de se tromper que les opérateurs de la filière gagneraient en compétitivité et poseraient les bases nécessaires pour le développement de dispositifs adaptés qui prennent en compte leurs besoins spécifiques

### *c- Développer des services spécifiques au profit de l'acteur*

L'entrepreneur culturel doit procéder à un agencement, savant, entre la logique économique et la logique artistique qui ont des liens de cohabitation et de tension quelque fois. Fort de cela, il doit réussir à mobiliser des compétences créatives et des ressources économiques nécessaires à son activité qui s'inscrit dans un secteur assez spécifique.

Aussi, l'entrepreneur culturel, pour les besoins de spécialisation et de recherche de performance est-il obligé de travailler en réseau dans le cadre de la réalisation des objectifs de ses projets structurants. Il se structure donc autour d'un management par projet, qui va mobiliser de nombreux indépendants, le temps de la réalisation des biens et services culturels. Par conséquent, le réseau a une importance cruciale et le secteur regroupe de ce fait de nombreuses microentreprises, généralement de l'informel, qui peuvent se mettre en grappe, en pépinière ou en hôtel d'entreprises, et bénéficier d'accompagnements divers pour leurs activités. Le secteur particulier dans lequel ces entrepreneurs évoluent va avoir un impact sur leurs comportements et sur leurs processus de délivrance des produits culturels. L'entrepreneur culturel s'investit donc dans un secteur très risqué, qui nécessite qu'il développe donc des stratégies idoines pour y faire face, et pouvoir répondre aux attentes à lui attacher.

Dans cette dynamique de son environnement de travail, le promoteur culturel a besoin d'un appui multiforme ; ce qui appelle donc l'adaptation et la mise à sa disposition de guichets spécifiques à tous les niveaux de la chaîne de valeur des industries culturelles. Pour formaliser et rendre plus performante cette démarche de compétitivité des industries culturelles et créatives (ICC), l'enseignement de modules de formations, comme le management des entreprises culturelles, type filière est nécessaire. Ce renforcement de capacités doit être modulé en tenant compte du niveau de formation académique et professionnelle des promoteurs, des enjeux de la filière, des exigences spécifiques pour les entreprises culturelles dans le dispositif national, des techniques et/ou facilités de faire des affaires dans le secteur culturel et aussi des interactions avec les autres secteurs de développement économique et

social. C'est sans doute, le point de départ pour améliorer la compétitivité et la performance des entreprises de la filière image.

#### *d- Améliorer la performance des entreprises culturelles*

L'analyse des indicateurs de performance de l'entrepreneuriat culturel burkinabè oblige à s'interroger sur leur valeur économique qui n'est pas une fin en soi comme le pensent les socialistes. Au fait, cette valeur permet de créer les revenus qui rendent alors possible la réalisation des valeurs culturelles et sociales. De tout effet, les entreprises culturelles et surtout créatives peuvent avoir recours aux trois logiques de valeur, que sont le magasin de valeur, la chaîne de valeur et le réseau de valeur (selon la nature du produit créatif concerné, effet de mode pour certains produits culturels : effet de snobisme ou boule de neige, cela signifie que le nombre de nouveaux consommateurs augmente ou diminue comparé au nombre de consommateurs existants) mais à des degrés différents.

Dans le but d'accroître la performance des industries de la filière image, un examen des coûts de production ainsi que le prix que le consommateur consent à payer révèle que beaucoup d'entreprises culturelles sont caractérisées par des coûts fixes importants et croissants ; ce qui tend à conduire à la création de monopoles naturels.

Fort de cela, une des conditions prioritaires à satisfaire est la mise en place d'une matrice de performance des entreprises culturelles burkinabè. Des interventions stratégiques tendant à faire des promoteurs de véritables entrepreneurs sont urgentes. Cela, dans le souci qu'ils disposent de capacités solides pour améliorer la qualité des produits, suivant les exigences du marché dont les barrières protectionnistes sont supprimées afin qu'ils puissent s'imposer sur les marchés locaux et être à mesure d'exploiter efficacement des canaux d'écoulement de ces produits vers des marchés récepteurs. Cela passe inexorablement par le perfectionnement dans la production des biens et services culturels. Pour accroître cette compétitivité des entreprises burkinabè, des mesures de promouvoir de la collaboration entre entreprises intra et inter secteur sont à prendre diligemment. En exemple, ce choix peut être renforcé par un système protectionniste comme la développé l'industrialisation par substitut des exportations (ISE) en opposition de l'industrialisation par substitut des importations (ISI) qui préconise l'ouverture des marchés locaux à la concurrence des produits étrangers, quelque fois plus compétitifs. C'est à ce prix et beaucoup plus à elle que la quête de l'excellence des entreprises

culturelles sera un résultat probant à capitaliser dans le processus d'industrialisation de l'économie burkinabè.

## Conclusion

La filière image au Burkina Faso jouit d'une notoriété au niveau national voir international, depuis l'indépendance politique du pays en août 1960. Depuis cette période, les attentes escomptées de la filière restent en deçà, malgré les programmes de développement de la filière qui ont été tour à tour mis en œuvre. La problématique de la faible compétitivité des entreprises de la filière conduit à rechercher les causes de la situation. Ainsi, l'objectif de cette recherche est d'identifier des mesures et actions pour renforcer le rôle et la place de l'entrepreneuriat de la filière image dans le processus de structuration et de performance des secteurs économiques du Burkina Faso.

Pour atteindre l'objectif fixé, la méthodologie utilisée est partie de l'adaptation d'une technique de collecte et de traitement des données de l'étude. Il s'est agi de l'élaboration d'un questionnaire et d'un guide d'entretien, de la constitution d'un échantillon à partir d'une population mère qui répond aux critères d'étude, de l'administration des fiches. Le retour des réponses a été traité au moyen d'outils élaborés à cet effet ensuite d'exploitation de logiciels adaptés aux traitements des réponses quantitatives et qualitatives. Après cette phase, les données ont été analysées et les résultats présentés suivant les indicateurs clés (niveau de compétitivité, prise en compte de la filière dans les stratégies de développement, etc.) de l'étude.

Ainsi, cinq (05) résultats majeurs sont obtenus. Le premier porte sur le rôle et la place importants de la filière image dans le développement économique et social ; le deuxième est la prise en compte tardive de la filière dans les stratégies et politiques de développement du Burkina Faso ; le troisième résultat est relatif à la faible structuration et développement des entreprises de la filière ; le quatrième est l'inadéquation des mécanismes d'appui technique des opérateurs de la filière ; et le cinquième porte sur la faible compétence des acteurs dans la maîtrise des maillons de la chaîne de valeur de la filière.

Par ailleurs, il est indéniable que la filière soit davantage structurée et les acteurs se professionnalisent aussi en intégrant les défis de l'environnement actuel en mutation continue.

Ainsi, dans le souci de mieux appréhender le modèle économique de cette filière, sa structuration particulière a été analysé, les grandes réalisations depuis l'indépendance du pays et les contraintes majeures, cela dans le but de mieux mesurer sa contribution et ce qui est attendu d'elle dans le dispositif de développement économique et social du Burkina Faso. Ainsi, la filière image burkinabè a besoin d'un accompagnement structurel et surtout d'une mise en réseau des principaux acteurs de production et de diffusion des produits cinématographiques et télévisuels. Tenant compte aussi de la longue période constatée dans le processus de production d'une œuvre cinématographique, de l'idée de projet à la diffusion à l'écran, il est nécessaire de réfléchir à un dispositif d'appui financier qui prends en compte cette spécificité à savoir des prêts à durée dépassant dix (10) ans et des taux d'intérêt inférieur à 8%. Cet accompagnement spécifique doublé de la mise en œuvre d'un dispositif d'assistance technique au profit des opérateurs de la filière, viendront accroître le rôle et la place de la filière.

L'accompagnement de l'Etat aux acteurs privés dans la mise en place et la fonctionnalité d'une plateforme multiservices est prioritaire et urgente au Burkina Faso.

Cet article propose un certain nombre de solutions pour dynamiser la filière, dont leur exploitation doit d'abord être précédé de la réalisation d'une étude de faisabilité et de l'élaboration d'un plan stratégie de chaque catégorie d'actions proposées.

Cette production peut être approfondie et élargie à d'autres aspects non suffisamment pris en compte, notamment les « Mécanismes d'appuis financiers à la filière et aux acteurs de la filière », « Stratégie d'exportation des produits de la filière image, quelle mitigation ».

## Références bibliographiques

### *Ouvrages*

**BENHAMOU Françoise, 2017** : L'économie de la culture, 8è édition, Collection REPERES, Paris, 2017, 75 p

**BONNELL René, 2006** : La vingt-cinquième image : Une économie de l'audiovisuel, Gallimard, Paris, 4e édition, 853 p.

**FARCHY Joëlle, 2010** : Et portant ils tournent... : économie du cinéma à l'heure numérique, INA éditions, Bry-sur-Marne, 150 p.

**MAIRESSE François et ROCHELANDET Fabrice, 2015** : Economie des arts et de la culture, Armand Colin, Paris, 272 p.

**PACHECUS Caroline, 2018** : Médias, mondialisation et diversité culturelle, le cas de l’Afrique subsaharienne, Paris, L’Harmattan, 242 p.

**TUDESQ André Jean, 1983** : Sur les innovations techniques et la pénétration des nouvelles technologies (cf. La radiodiffusion sonore et la télévision) Paris : TDF, 211 p.

### *Articles*

**BONI Assié Jean-Baptiste, 2017** : « Cinéma et audiovisuel en Côte d’Ivoire (2002-2008) : une aventure ambiguë » in Revue Afrique Contemporaine 2017/3, n°263-264, pp.385-403.

**COULON Florent, 2011** : « Une histoire du cinéma camerounais : Cheminement vers l’indépendance de la production » in Revue Afrique Contemporaine 2011/2, n°238, pp.90-105.

**FOREST Claude, 2011** : « L’industrie du cinéma en Afrique » in Revue Afrique Contemporaine 2011/2, n°238, pp.59-73.

**LELIEVRE Samuel, 2011** : « L’industrie cinématographique post-Apartheid : production, institution et distribution en Afrique du Sud » in Revue Afrique Contemporaine 2011/2, n°238, pp.75-90.

**TIENDRÉBÉOGO Toussaint, 2007** : « Maintenant l’Afrique ! Rapport de l’Atelier cinéma » in Les cultures africaines sont-elles à vendre ? Revue AfriculturesN°69, 2007, p.22.

**WERNER Jean-François, 2011** : « Télévisions, telenovelas et dynamiques identitaires féminines à Dakar » in Afrique Contemporaine, 240 (4), pp.144-146.

### *Mémoires d’étude*

**LEGA Hamed dit Patindeba Patric, 2013** : « Industrialisation et développement des entreprises culturelles dans un contexte d’économie informelle : le cas du Burkina Faso », Mémoire de Master, Département culture, Université Senghor d’Alexandrie, Alexandrie, 102 p.

### *Rapports et Etudes*

**Bureau Burkinabé du Droit d’Auteur : Annuaire statistique 2018**, Ouagadougou, 2019, 67.p.

**Centre cinématographique marocain, Maroc** : Cinéma, artisanat, design : le poids de l’économie créative, Rabat, 2016, 92.p.

**JÉRÉTIC Patricio.** : Guide méthodologique pour l'élaboration d'études sur les impacts économiques de la culture, Paris, 2011, 92.p.

**JÉRÉTIC Patricio.** : L'économie de la culture au Mali, IBM pour la CE, Paris, janvier 2007, 108.p.

**Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme** : Programme de développement du cinéma et de l'audiovisuel, Ouagadougou, 2015, 114 p.

**Ministère de la Culture des Arts et du Tourisme-Union Européenne** : Etude Baseline des indicateurs de la stratégie nationale de la culture et du tourisme (SNCT) et du programme d'appui aux industries créatives et à la gouvernance de la culture (PAIC-GC), Ouagadougou, Janvier 2020, 218 p.

**Ministère de la Culture et du Tourisme** : Etude sur les impacts du secteur de la culture sur le développement social et économique du Burkina Faso, Ouagadougou, Mai 2012, 107.p.

**Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme** : Stratégie nationale de la culture et du tourisme 2018-2027, Ouagadougou, Juin 2018, 89 p

**Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme** : Stratégie nationale de développement des industries culturelles et créatives (SND-ICC) 2018-2022, Ouagadougou, Juillet 2018, 93 p.

**OIF** : Profil culturel des pays du sud membres de la Francophonie : un aperçu pour les pays de l'UEMOA, Sénégal, Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, Paris, 2011, 280 p.

### ***Documents Internet/Webographie***

**UNESCO-CNUCED (2019)**, Rapport sur l'Economie Numérique, Nation Unis, 27 p. Disponible en ligne: <http://www.economie-numerique.com>, consulté le 4 septembre 2020.